



Communiqué du secteur Armement de SUD INDUSTRIE

Répression partout, massacres à Gaza ou ailleurs ! Les actionnaires charognards de l'industrie de l'armement avec l'aval des gouvernements font du profit sur les cadavres d'hommes, de femmes et d'enfants !

Par exemple, la filiale Thales-UK du groupe français Thales participe à la construction des drones Hermes 900 et 450 que l'armée israélienne utilise au large de Gaza en Palestine en commettant des crimes de guerre pour faire fuir la population (l'une des raisons du déclenchement maintenant de ce nettoyage ethnique c'est que Netanyahu convoite le champ de gaz Marine en face de Gaza). Cette implication d'actionnaires français dans les crimes commis par l'armée israélienne ne date pas d'aujourd'hui. Rappelons qu'historiquement, l'aviation militaire (Dassault) et la centrale nucléaire (utilisée à des fins militaires) israéliennes ont été montées par la France, qui comptait se servir d'Israël pour soutenir sa propre politique coloniale (par exemple : l'envoi de tirailleurs israéliens pendant l'invasion franco-britannique ratée de l'Égypte en 1956 pour le contrôle du canal de Suez).

Être salarié-e dans le domaine de l'armement, c'est bien souvent se mettre des œillères sur l'utilisation concrète des armes que nous participons à produire. Cette attitude qu'on peut avoir à ne pas vouloir voir la réalité en face pour s'éviter toute mauvaise conscience. "Ce sont des armes de défense et non d'attaque". "Elle ne seront pas utilisées mais seulement là pour dissuader" ou enfin "si ce n'est pas nous, quelqu'un d'autre les produira". Et bien évidemment nos entreprises font tout pour nous laisser dans cette bulle hypocrite.

Mais l'actualité projette continuellement une lumière crue sur leur utilisation réelle, on voit alors l'impact de notre travail sur les femmes et les hommes : ces armes mutilent, tuent ou aident à le faire, et nous y avons participé. Que ce soit à Gaza, en Ukraine, en Afrique, au Yémen ou ailleurs, ces armes gagneront le beau label "éprouvé en situations réelles de combat" qui permettra de rajouter des arguments de vente sur leurs brochures commerciales, sans rappeler que cela s'est fait au prix de nombreuses vies ou mutilations humaines.

Ainsi par exemple, SHERPA et deux autres ONG ont porté plainte pour "éventuelle complicité dans des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité présumés au Yémen" contre MBDA, Dassault Aviation et THALES au sujet de leurs ventes d'armes à l'Arabie Saoudite et aux Emirats Arabes Unis. Les actionnaires charognards de ces entreprises sont donc loin d'en être à leur premier méfait.

Des véhicules blindés MIDS et Sherpa ARQUUS ont servi à la répression sanglante en Égypte. C'est ce genre de choses que l'on nous présente comme de la "Défense nationale"! En France, THALES et ses partenaires (dont IER) développent la technologie d'intelligence artificielle et de reconnaissance faciale à des fins de répression et pour empêcher la liberté de circulation. De plus, les armes des forces de l'ordre ont servi à éborgner et tuer (Rémi Fraise, tué par un gendarme à Sivens, Zineb Redouane, octogénaire tuée à sa fenêtre par une grenade lacrymogène pendant le mouvement des Gilets Jaunes à Marseille, Nahel, tué par un policier à Nanterre) pour réprimer les mouvements sociaux et les quartiers ouvriers ! Rappelons aussi

que l'armée française a fait elle-même bien pire que l'armée israélienne à Gaza (encadrement du génocide au Rwanda en 1994 par exemple, plus de 800 000 morts en 3 mois).

En tant que salarié-e-s des entreprises d'armement, nous subissons pour le moment les choix des patrons et de leurs actionnaires. Nous subissons leurs décisions de produire des armes alors que nos métiers et l'outil industriel pourraient être reconvertis pour une finalité bénéfique, utile, ou tout du moins non mortifère. Nous subissons leurs décisions de vendre toujours plus d'armes, toujours plus destructrices, et à destination de n'importe quel pays, tout cela avec le blanc-seing du gouvernement, premier VRP de l'armement qui accorde l'autorisation d'exportation. Nous en avons assez d'être contraint-e-s à la complicité de crimes pour pouvoir manger à notre faim ! Nous devons prendre conscience que le résultat de l'esprit d'entreprise est mortifère en général (plus de 3 morts par jour au travail en France), et plus encore dans l'armement, que les salarié-e-s de l'armement ou d'ailleurs ont tout intérêt à se battre pour que la donne change !

Non aux ventes d'armes à des pays qui commettent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité !

Condamnation lourde des profiteurs de guerre !

Taxation à 100% des profits de l'armement !

Dans l'armement comme ailleurs, préparons-nous à nous donner le pouvoir de décider de ce que l'on produit !